



UNION DES PEUPLES AUTOCHTONES POUR LE REVEIL AU DEVELOPPEMENT

Réveillons-nous le monde nous attend

Merci Madame/Monsieur le Président

Je m'appelle Yves MINANI de nationalité burundaise membre de la communauté autochtone Batwa du Burundi. Je représente mon organisation UPARED qui travaille avec la communauté batwa du Burundi, qui est un groupe le plus vulnérable, le plus pauvre, marginalisé et discriminé au sein du reste de la société burundaise.

Ma déclaration porte sur le niveau du respect des droits socioéconomiques et culturels des batwa du Burundi.

D'abord, nous félicitons le Gouvernement du Burundi pour le programme de la gratuité des frais scolaires à l'école primaire aussi qu'aux soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans et de la maternité. Même si c'est ainsi, la communauté batwa du Burundi a un grand problème de manque d'une habitation adéquate où une famille de 7 personnes vit dans une hutte, n'a pas un emploi rémunéré, la majorité vive dans les mauvaises conditions de la santé, n'a pas des terres agricoles, a beaucoup des problèmes liés à l'insécurité alimentaire et leur survie était le travail pour les autres, la mendicité et le vagabondage. Un autre problème grave pour les batwa du Burundi est que les élèves Batwa abandonnent leurs études avec un niveau d'instruction minime du fait qu'ils n'affrontent pas les écoles secondaires et supérieures. Un enfant Mutwa devrait jouir ce droit fondamental qui est la clé de tout développement.

Nous interpellons le gouvernement du Burundi qu'il est nécessaire de prévoir d'autre mesure pour améliorer la vie des batwa du Burundi tel que l'octroie des terres fertiles du fait que le bon nombre des Batwa du Burundi se trouve sur le sol caillouteux et montagneux des petits dimensions. Donc les activités agricoles des Batwa sont impraticables vue à cette condition des terres non favorables à l'économie, la mise en place de politique publique pour la distribution des matériels scolaires et la gratuité des frais scolaires pour l'éducation des élèves secondaires afin de jouir pleinement leurs droits. L'agriculture et l'éducation sont des voies de sortie de la pauvreté pour les batwa du Burundi.

La reconnaissance de la déclaration universelle des droits des peuples autochtones, son adoption et son utilisation par nos Etats seront une solution durable de jouir et d'octroyer les peuples autochtones leurs droits sans aucune distinction.

Recommandations :

Eu égard de ce qui précède, nous recommandons au gouvernement :

- de ratifier la convention 169 de l'OIT ;
- d'accepter les recommandations en faveurs des Batwa et les mettre en application ;
- d'assurer la gratuité scolaire des Batwa de l'école secondaire jusqu'à l'université ;

- de mettre une politique de lutter contre la discrimination et la marginalisation qui se manifestent dans certaines régions du pays ;
- d'octroyer les terres fertiles aux Batwa ;
- de distribuer gratuitement les cartes d'assurance maladie aux Batwa ;
- de mettre sur pied une politique spécifique de l'éducation aux Batwa ceux qui ont la chance de fréquenter l'université.

A l'Instance Permanente :

- d'appuyer les efforts des organisations des Batwa pour bien collaborer avec le gouvernement du Burundi.

Merci pour votre aimable attention